

au fil de la semaine

→ DÉPARTEMENT p. 4-6 → RÉGION p. 7 → FRANCE-EUROPE p. 8

DÉPARTEMENT

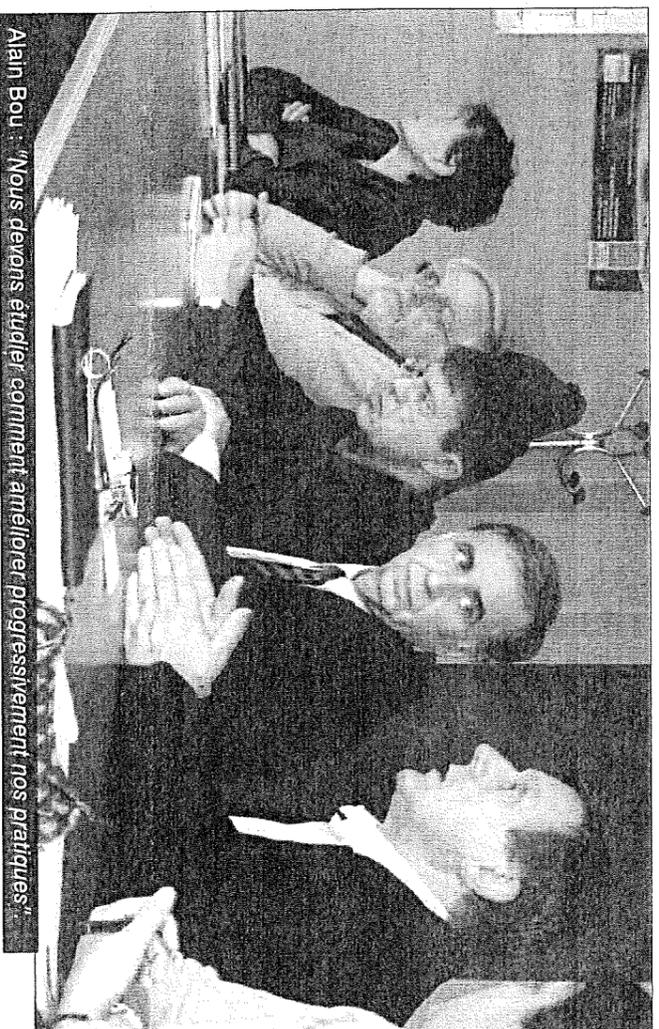
Environnement → Vendredi 29 octobre, à Albi, les élus du pays de l'Albigeois et des Bastides avaient invité les responsables de la chambre d'agriculture à prendre connaissance du bilan «gaz à effet de serre (GES)» et «énergie» de leur territoire.

Gaz à effet de serre et énergie : le pays de l'Albigeois se mobilise

Vendredi 29 octobre, à Albi, les élus du pays de l'Albigeois et des Bastides avaient invité les responsables de la chambre d'agriculture à la présentation du bilan carbone de leur territoire. La collectivité souhaite en effet se doter d'un plan climat territorial. Les élus ont lancé le projet il y a un peu plus d'un an. Pour réaliser l'état des lieux, et notamment le bilan carbone sur leur secteur, ils ont expérimenté l'outil «Climaterre», développé par Solagro* (*cf. zoom ci-dessous*). Il permet de dresser les profils «gaz à effet de serre (GES)» et «énergie» d'un territoire rural donné.

Pour le pays de l'Albigeois et des Bastides, l'étude a concerné uniquement la zone rurale (et donc pas l'agglomération albigeoise). Sur ce périmètre, l'agriculture est, de loin, l'activité économique la plus développée. Rien de surprenant donc, dans les résultats obtenus par Climaterre, que les activités agricoles et forestières soient les plus grandes consommatrices d'énergie (26 000 tonnes équivalent pétrole(Tep)) mais aussi les plus grosses productrices de GES (505 000 T équ. CO₂, soit 3,5 T équ. CO₂/ha).

Ceci dit, il est intéressant de détailler ces chiffres. Sur les 26 kTep consommées par l'agriculture et la forêt, 14 kTep le sont sous forme d'énergie directe (fioul, électricité...)



Aïain Bou : «Nous devons étudier comment améliorer progressivement nos pratiques»

et les 12 autres sous forme indirecte (fabrication des intrants, alimentation du bétail...). Une répartition presque égale entre l'agriculture en elle-même et l'agrofourmiture. «La particularité de Climaterre est justement de bien prendre en compte les impacts de l'amont des activités agricoles» explique Sylvain Doublet, de Solagro.

Concernant les émissions de gaz à effet de serre, trois gaz principaux sont passés à la loupe : le dioxyde de

carbone (CO₂), du méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O). Ils sont ensuite ramenés en «équivalent CO₂», unité de mesure des émissions de GES. Le méthane représente près de la moitié des émissions de la zone rurale du pays de l'Albigeois et des Bastides (48%). Les gaz issus des fermentations digestives des ruminants en sont la principale origine. Autre gaz important, le N₂O, qui représente pas moins de 40% des émissions de GES. Il provient en grande partie des émissions du sol (sol lui-même, engrais azoté, fumier, lisier...).

La question du stockage

La capacité des forêts et de l'agriculture à capter le CO₂ a beaucoup occupé les échanges de cette réunion du 29 octobre. Quand on regarde les chiffres, il est vrai qu'il y a de quoi être interpellé. Les sols agricoles et forestiers stockent 33 millions T équ. CO₂ ! A côté des émissions (0,5 millions), cette capacité de stockage semble pouvoir tout résoudre. Mais ce n'est pas si simple. «Déjà, ces 505 000 T équ. CO₂ émis sont toujours de trop» explique Sylvain Doublet. «Ensuite il faut distinguer le stockage et les émissions. Les émissions sont annuelles et le stockage sur plusieurs dizaines d'années. Il faut donc comparer les émissions à une variation de stock et non au stock. Enfin, le stock de CO₂ diminue régulièrement. Il devient urgent aujourd'hui de renverser cette tendance et de développer des pratiques agricoles et forestières qui favorisent ce stockage.

Climaterre, l'outil de calcul du bilan carbone en l'agriculture en cours de développement

Suite aux accords de Kyoto, une méthode de calcul des émissions de gaz à effet de serre a été proposée par le Giec*. En France, l'Ademe adapté localement cette méthode pour les secteurs de l'industrie et du tertiaire. Pour l'agriculture, ils ont lancé un appel à projet pour la réalisation d'un outil plus spécifique. L'association Solagro, à Toulouse, a été désignée de ce développement. Depuis juin 2009, 12 territoires de différentes tailles ont testé l'outil. Le pays de l'Albigeois et des Bastides est le seul représentant de Midi-Pyrénées. L'expérimentation a été coordonnée au niveau national par

les bureaux d'étude ISL et Oréade-Brèche. Après l'état des lieux, les différents territoires testent désormais (ou très prochainement) l'outil de calcul sur des simulations. Le limousin a par exemple testé l'impact sur les émissions de GES et sur la consommation d'énergie du passage de tous ses élevages à un système «tout en herbe». Sur d'autres territoires, ce sont les impacts d'une réduction d'engrais azotés, le passage au semis direct ou encore l'installation de pré-refroidisseur de lait qui ont été mesurés. A suivre sur le pays de l'Albigeois et des Bastides !

S. LENOBLE

Les couverts végétaux et le travail du sol simplifié sont un exemple.» Pour les élus du pays de l'Albigeois et des Bastides, ce diagnostic fait partie des premières pierres de leur plan climat territorial. «Nous avons lancé une vaste concertation de tous les acteurs du territoire» explique Sylvain Cals, président de la commission «environnement» en charge du suivi du plan climat. «Et il était donc évident pour nous de travailler avec la chambre d'agriculture. D'où notre collaboration pour l'état de lieux, mais aussi cette réunion pour voir les résultats et envisager la suite.» Pour Didier Somen, président du pays, «Il ne s'agit pas de pointer du doigt l'agriculture mais bien de prendre conscience des faits par le biais de ce diagnostic. Les objectifs sont ensuite, bien-sûr, d'essayer d'améliorer la situation !»

Le monde agricole est prêt !

Un appel auquel les responsables professionnels agricoles du département ont répondu favorablement. «Nous entendons le message de la société» souligne Alain Bou, président de la chambre d'agriculture. «Que ce soit pour la consommation d'énergie ou pour les gaz à effet de serre, nous sommes les plus influents. Je pense que la profession est aujourd'hui prête à mieux faire. Nous devons étudier comment améliorer progressivement nos pratiques, sans bouleverser le fonctionnement de nos exploitations et surtout, sans fragiliser davantage l'économie de nos structures.»

Un avis partagé par les élus du pays. Sylvain Cals a conclu la réunion en allant dans le sens d'Alain Bou. «Nous devons de toutes façons commencer avec des actions à dimension raisonnable, facilement réalisables à court et moyen terme, en adaptant ce qui se fait déjà... Mais nous sommes aussi conscients que cela passera par une mise en perspective globale au niveau du territoire.» Les impacts des activités résidentielles et industrielles du territoire doivent aussi être évalués. Ils pèsent en général presque aussi lourd que l'agriculture dans les bilans carbone. Pour les participants à la réunion, une étude similaire avec la prise en compte de l'agglomération semble indispensable.

S. LENOBLE

ZOOM SUR...

S. LENOBLE